



Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CREMANIMO (SAS)
1 Rue des Jardins
49610 ST MELAINE SUR AUBANCE

Références : 2022_10_25_RapportInspection_SAS CREMANIMO

Code AIOT : 0006311123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement CREMANIMO (SAS) implanté Impasse des Fontenelles - BRISSAC-QUINCÉ - 49320 BRISSAC LOIRE AUBANCE. L'inspection a été annoncée le 10/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CREMANIMO (SAS)
- Impasse des Fontenelles - BRISSAC-QUINCÉ - 49320 BRISSAC LOIRE AUBANCE
- Code AIOT : 0006311123
- Régime : Autorisation

SAS CREMANIMO, est autorisé depuis le 19 février 2021 à exploiter sous la rubrique 2740 "incinération de cadavres d'animaux", un crématorium pour animaux de compagnie sur la commune de BRISSAC QUINCÉ. Cet établissement fonctionne depuis novembre 2021. Les prescriptions spécifiques de l'arrêté préfectoral à mettre en place avant la mise en service de l'installation ou au cours de la 1^{ère} année ont été contrôlées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|---|--|---|-----------------------|
| 1 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.1 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 3 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.4 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 4 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.5. | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.6 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 6 | Prévention pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.3.5 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 9 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.4.2.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 10 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.5 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 12 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.1.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 13 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.2.4 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 14 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.2.5 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |
| 15 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.3.1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 16 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.3.3 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 18 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.5.4 | / | Lettre de suite préfectorale | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 2 | Gestion de l'établissement | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.2 | / | Sans objet |
| 7 | Prévention pollution atmosphérique | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.3.6 | / | Sans objet |
| 8 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.4.1 | / | Sans objet |
| 11 | Prévention des nuisances sonores et vibrations | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.6.4 | / | Sans objet |
| 17 | Prévention des risques technologiques | Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.4.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude acoustique initiale avant les travaux n'a pas été effectuée. Les zones à risque n'ont pas été matérialisées, les consignes à l'entrée de ces zones ne sont pas indiquées. Le programme de surveillance que ce soit pour la maintenance de l'installation (four) ou pour les rejets n'a pas été mis en place conformément à l'arrêté. Les vérifications périodiques de l'installation par des organismes agréés n'ont pas été effectuées cette année. Les registres, procédures ou consignes (sécurité, conduite de l'installation...) ne sont pas mis en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.1 |
| Thème(s) : Autre, Justificatifs - Mise à disposition des registres |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comprenant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le registre des informations et enregistrements concernant la date de réception des cadavres, la date d'incinération, le poids du cadavre ou du lot,- le registre des informations et enregistrements concernant les chambres froides,- le registre des informations et enregistrements concernant les mesures de rejets dans l'air,- les résultats des mesures sur les effluents des dix dernières années,- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées. |
| Constats : La gestion des cadavres (de la collecte à l'incinération) est informatisée et reprend une partie des éléments demandés dans le registre. Celui ci reste incomplet, le numéro d'identification de l'animal n'apparaît pas. Les registres des informations et enregistrements concernant les chambres froides, les mesures de rejets dans l'air, et des mesures sur les effluents n'ont pas été formalisés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 2 : Gestion de l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.2 |
| Thème(s) : Autre, Document à transmettre à l'inspection |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au préfet les résultats des mesures de surveillance des émissions dans l'air tous les ans, au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. Cette transmission est immédiate en cas d'anomalie. |
| Constats : Démarrage de l'installation en novembre 2021. Les résultats des mesures de surveillance dans l'air de l'année 2022 ont été transmis par mail après le contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.4 |
| Thème(s) : Autre, Conditions d'admission des cadavres |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conditions de collecte des cadavres : Les cadavres sont collectés principalement dans le Maine et Loire</p> <p>Caractérisation préalable des matières : l'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un cadavre.</p> <p>Enregistrement lors de l'admission : Toute admission de cadavre donne lieu à un enregistrement sur un registre de l'espèce (chien, chat, ..); la cause déclarée de la mort ; l'attestation du vétérinaire indiquant que l'animal n'est pas mort de maladie contagieuse ; sa provenance (adresse du propriétaire ou du détenteur) ; son numéro d'identification (ou numéro CITES dans le cas de la faune sauvage captive) ; le numéro d'attestation de retrait marque CITES dans le cas d'espèces de la faune sauvage captive; le poids du cadavre ; la date de réception ; la date d'incinération ; et le numéro de commande.</p> |
| <p>Constats : Pour satisfaire un maximum de clients, la collecte n'est pas limitée au Maine et Loire, mais dans un rayon de 80 km, ce qui engendre des collectes dans les départements limitrophes, notamment le département des Deux Sèvres.</p> <p>La construction de nouveaux établissements dans les départements limitrophes devrait limiter le rayon de collecte au Maine et Loire.</p> <p>La cause du décès n'est pas indiquée dans les informations demandées auprès des vétérinaires.</p> <p>L'attestation justifiant que l'animal n'est pas atteint d'une maladie contagieuse (réglementée) n'est pas fournie lors de chaque collecte.</p> <p>Un registre des informations et enregistrements lors de l'admission d'un cadavre, comportant tous les éléments indiqués dans l'arrêté préfectoral d'exploiter, n'est pas mis en place.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 4 : Gestion de l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.5. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations |
| Prescription contrôlée : L'exploitation des installations, y compris le suivi, l'entretien et les réparations, est effectuée sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant, formées à la maîtrise des risques et des nuisances liés aux installations et aux produits ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'exploitant affiche dans les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, des consignes de sécurité afin de prévenir les incendies, ainsi que les procédures à suivre en cas d'incendie et les modalités d'alerte des services de secours. Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place dans l'établissement sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Une maintenance de l'incinérateur est réalisée annuellement par un organisme habilité et compétent. Le programme de maintenance préventive prévue à l'article 7.3.3 est complété, chaque début d'année, au regard des résultats du contrôle annuel de maintenance. L'ensemble du site et des installations sont maintenus propres et entretenus. L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement. |
| Constats : 6 salariés sont présents sur le site. Aucune consigne, procédure ou instruction reprenant les consignes d'exploitation et la conduite des installations n'a été mise en place. Les consignes de sécurité et la procédure d'incendie n'ont pas été formalisées et ne sont pas affichées lors de l'inspection. Un compte rendu concernant des opérations de maintenance préventive effectuées du 18 au 20 juillet et du 29 au 30 août a été transmis par mail le 28/10/2022. Aucun élément ne permet de justifier que ces contrôles ont été effectués par un organisme habilité. Aucun accident ou incident n'a été relevé. Le site et les installations sont propres et entretenus |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Gestion de l'établissement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.2.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'établissement et de ses émissions |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements, analyses et mesures sont réalisés selon les normes Pour justifier du respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance dit programme d'autosurveillance. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant réalise un bilan portant sur l'année précédente de ses émissions polluantes et déchets qu'il déclare suivant le format fixé par le ministre chargé des installations classées. |
| Constats : Le programme d'auto-surveillance n'est pas formalisé, ni mis en œuvre. Il est rappelé à l'exploitant que le bilan environnemental (déclaration GEREP) pour l'année 2022 devra être fait avant le 1 ^{er} avril 2023 |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Prévention pollution atmosphérique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.3.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions et fréquence d'analyse |
| Prescription contrôlée : Une mesure du débit d'odeur en sortie de cheminée sera effectuée dans les 3 mois après le démarrage de l'installation et transmise au préfet dès réception des résultats. Les rejets des gaz dans l'air respectent les valeurs limites d'émission en sortie de cheminée, Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant, et voisine d'une heure. |
| Constats : La mesure du débit d'odeur a été effectuée par l'APAVE lors des mesures des émissions odorantes le 2/02/2022. Elle n'a pas été transmise au Préfet. Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère (1 164 UOE /m ³) respecte l'article 24 e) de l'arrêté du 17 juillet 2009. Une mesure des rejets atmosphériques a été réalisée le 18/02/2022, les résultats d'analyses sont conformes et inférieurs aux valeurs limites d'émissions réglementaires indiqués dans l'arrêté préfectoral d'exploiter. La fréquence de surveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée (elle doit être réalisée tous les 6 mois dans la première année de fonctionnement). Une seule mesure a été effectuée depuis 1 an. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 7 : Prévention pollution atmosphérique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.3.6 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs |
| Prescription contrôlée : Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats en sont transmis au préfet au plus tard dans les trois mois qui suivent. |
| Constats : Une mesure des émissions odorantes a été effectuée le 02/02/2022. Le rapport du 23/02/2022 a été transmis à la demande de l'inspection. La concentration moyenne d'odeurs sur l'échantillon prélevé est inférieur à la limite supérieure de concentrations d'odeurs. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.4.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : L'alimentation en eau du site se fera via le réseau public d'alimentation en eau potable à raison d'environ 90 m ³ /an. Le site est équipé d'un compteur afin d'évaluer la consommation en eau. Les mesures des quantités prélevées sont enregistrées régulièrement, a minima tous les ans. |
| Constats : Le site est équipé d'un compteur d'eau. Les factures annuelles doivent être conservées dans le registre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.4.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux |
| Prescription contrôlée : Un suivi annuel de la qualité des eaux industrielles en sortie de site est réalisé. Il porte sur les paramètres suivants : pH, température, MES, DBO5, DCO, Azote total et Phosphore total. Les eaux industrielles rejetées respectent les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. |
| Constats : Le suivi annuel de la qualité des eaux en sortie de site n'est pas réalisée le jour de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède au tri des déchets par catégorie de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination. Chaque lot de cadavres est accompagné de son document commercial (DAc) conformément au règlement n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 et du règlement n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement 1069/2009. Les transports des autres déchets seront accompagnés d'un bordereau de suivi de déchets autant que de besoin. L'exploitant assure la traçabilité des cendres avec la délivrance d'un certificat de crémation. Le stockage des cendres non rendues aux propriétaires des animaux incinérés s'effectue sur une aire ou dans un réceptacle étanche avant d'être éliminées Les cendres sont valorisées conformément au règlement 1069/2009 susvisé. |
| Constats : Le registre de suivi des déchets n'est pas mis en place. Absence de DAc (Document d'Accompagnement) lors de chaque transport des déchets d'origine animale (cadavres). Les bidons réceptionnant les cendres avant évacuation et les zones de stockage des déchets ne sont pas identifiés le jour de la visite. Certains bidons réceptionnant les cendres portent une étiquette "huile alimentaire" (cette étiquette a été retirée à la suite de la visite, et la zone de stockage des cendres a été identifiée). Chaque déchet doit être accompagné d'un bordereau de suivi de déchets (BSD). Le BSD des cendres a été transmis. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 11 : Prévention des nuisances sonores et vibrations

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.6.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques |
| Prescription contrôlée : Une mesure des émissions sonores et de l'émergence est effectuée avant le démarrage des travaux et dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Une étude acoustique initiale est réalisée avant les travaux de construction afin d'établir des valeurs de référence dans les zones d'émergence réglementée (ZER). Cette première étude est transmise au préfet dans un délai de 3 mois après sa réception par l'exploitant. |
| Constats : L'exploitant n'a pas effectué de mesures de bruit avant le démarrage des travaux. Une mesure a été effectuée le 10/02/2022, le rapport a été transmis à la demande de l'inspection, après le contrôle. Aucun dépassement des valeurs limites de propriété et en zone à émergence réglementée (ZER) n'a été constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 12 : Prévention des risques technologiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.71.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, au besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. |
| Constats : Il n'y a pas de zonage interne. La nature du risque et les consignes ne sont pas indiquées sur les portes d'accès au four. La porte sectionnelle de la salle du four est ouverte le jour de la visite (évacuation de la chaleur générée par le four). La nature du risque et les consignes doivent être également indiquées sur la porte sectionnelle, qui doit rester fermée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 13 : Prévention des risques technologiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations |
| Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. |
| Constats : Les installations électriques devront être contrôlées avant le 31/12/2022. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 14 : Prévention des risques technologiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.2.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF) et met en œuvre les mesures de prévention nécessaires pour éviter toute perturbation des installations susceptibles d'être vulnérables en cas d'agression foudre. |
| Constats : L'analyse risque foudre n'a pas été effectuée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 15 : Prévention des risques technologiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.3.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant affiche dans les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie des consignes de sécurité afin de prévenir ces incendies, ainsi que les procédures à suivre en cas d'incendie et les modalités d'alerte des services de secours. |
| Constats : Les procédures en cas d'incendie, les consignes de sécurité afin de prévenir ces incendies, et les modalités d'alerte des services de secours ne sont pas formalisées ni mises en place le jour de la visite. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 16 : Prévention des risques technologiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique de l'incinérateur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de fumées ...) est élaboré avant la mise en service de l'installation. |
| Constats : Le programme de maintenance n'a pas été élaboré. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 17 : Prévention des risques technologiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention. |
| Constats : Les produits de nettoyage sont stockés dans le bureau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 18 : Prévention des risques technologiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article Art.7.5.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention et organisation des secours |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre (des extincteurs portatifs de différentes capacités contenant des agents d'extincteurs appropriés au risque à défendre ; des poteaux incendie normés à moins de 100 m avec un débit de 60 m ³ /h sous 1 bar de pression) L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> - Tenir en permanence à disposition des secours les plans des installations du site et la fiche de données de sécurité des produits dangereux en présence. - S'assurer que le personnel d'astreinte réceptionnant les alarmes incendie soient formés au maniement des moyens de secours internes (extincteurs, coupure des énergies...). - L'exploitant réalise un exercice « incendie » avec le SDIS au cours de la première année de démarrage de l'installation. |
| Constats : Pas d'exercice incendie réalisé avec le SDIS le jour du contrôle. Selon l'exploitant, il doit être réalisé avant fin 2022. Le plan des installations n'est pas disponible sur site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |